

Introduction. Changement et diversité au Japon

Introduction. Change and Diversity in Contemporary Japan

Vincent Mirza and Catherine Laurent Sédillot

Volume 13, Number 1, 2013

Changement et diversité au Japon

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1024707ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1024707ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Groupe de recherche diversité urbaine
CEETUM

ISSN

1913-0694 (print)

1913-0708 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this document

Mirza, V. & Laurent Sédillot, C. (2013). Introduction. Changement et diversité au Japon. *Diversité urbaine*, 13(1), 3–8. <https://doi.org/10.7202/1024707ar>

Tous droits réservés © Groupe de recherche diversité urbaine et CEETUM, 2013

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

Introduction. **Changement et diversité au Japon**

Introduction.
Change and Diversity in Contemporary Japan

VINCENT MIRZA

*Département de sociologie et d'anthropologie, Université d'Ottawa
vincent.mirza@uottawa.ca*

CATHERINE LAURENT SÉDILLOT

*Département d'anthropologie, Université de Montréal
cathsedillot@gmail.com*

DEPUIS LES ANNÉES 1950, le modèle dominant, qui a été soutenu par la croissance jusqu'en 1990, présente la société japonaise uniforme, homogène et sans grandes différences de classe. Cependant, depuis plus d'une quinzaine d'années, les difficultés de l'économie japonaise ont transformé considérablement la configuration du marché du travail et les pratiques des entreprises du pays, transformations dont les effets ont été variables pour les individus selon leur âge, leur occupation, leur origine ethnique, leur genre, etc. L'idéologie de l'emploi à vie et du *kygyo shakai* (la société centrée sur l'entreprise, mais aussi l'entreprise comme métaphore de la société) proclamée et acclamée durant la période de forte croissance est de plus en plus difficile à soutenir.

En effet, les difficultés économiques des années 1990 et leur prolongement dans les années 2000 ont non seulement mis à mal les institutions, mais aussi le discours qui avait servi de moteur à la croissance. Les problèmes de l'économie ont fait ressurgir ce que le discours hégémonique tendait à dissimuler (avec l'idée d'une grande classe moyenne et d'une société homogène), c'est-à-dire une diversité importante des pratiques et des représentations qui varient selon la position que les individus occupent dans l'organisation sociale et la vulnérabilité de plusieurs franges de la

société. Non seulement la crise des années 1990 et 2000 a fait ressortir les inégalités sociales, mais elle a aussi mis en évidence les différences dans les conditions de vie et de travail, les aspirations et les choix de vie. Il n'est plus possible aujourd'hui de faire l'impasse sur l'hétérogénéité de la société japonaise.

Par ailleurs, il faut souligner que la crise économique s'accompagne d'une crise démographique. Le taux de natalité se situe autour de 0,95 à Tokyo et la population du Japon est celle qui vieillit le plus rapidement au monde. De plus, depuis une dizaine d'années, on observe non seulement un retard de l'âge au mariage et de la naissance du premier enfant, mais un recul des mariages au Japon. Plusieurs auteurs ont montré que ce mouvement était lié à la flexibilisation du régime de travail, aux mauvaises conditions de travail pour les femmes dans les entreprises, mais aussi à des changements de valeurs des nouvelles générations.

En s'ajoutant à la crise économique, la crise démographique a ramené au-devant de la scène les discussions sur les immigrants, les minorités, la reproduction et les valeurs des jeunes (le discours sur les jeunes étant symptomatique de l'angoisse de la classe moyenne). Ces discussions ont donné lieu, dans l'espace public, à un discours conservateur sur la place des femmes au foyer, le manque de ténacité des jeunes au travail et les dangers de l'immigration.

Sous-jacente aux questions de la crise économique et de la crise démographique, se trouve la question de l'ouverture du pays à l'immigration (Repeta et Roberts 2010). En effet, à court terme, les dirigeants japonais devront mettre en place une politique d'immigration afin de répondre à la pénurie de main-d'œuvre dans les emplois que les Japonais ne veulent plus occuper et afin de pallier le problème démographique. Ce ne sera pas chose facile alors que les minorités déjà présentes (notamment les Coréens, les Aïnous et les Burakumins) subissent une importante discrimination et ont beaucoup de difficulté à faire reconnaître leurs droits (Bernier, Watson et Steele, ce numéro) et qu'il subsiste symboliquement différentes catégories de citoyens (Steele, ce numéro, mais voir aussi Ito 2005 et Mackie 2002). Enfin, paradoxalement, les enjeux et les discussions entourant la place des femmes dans la société (reproduction, travail, mariage, soins aux aînés) sont eux aussi sous-tendus par la question de l'immigration (Stevens et Lee, 2002, mais voir aussi Dubuc et Mirza ce numéro).

Bien entendu, la diversité était présente au Japon bien avant la crise des années 1990. Néanmoins, c'est la durée de la crise ou, devrait-on dire, les crises à répétition qui ont fait ressortir, dans l'espace public, l'hétérogénéité de la société japonaise en révélant ce que le discours sur la « grande classe moyenne » tentait de dissimuler (voir notamment Bernier, ce numéro). Ainsi, l'enjeu au Japon est de parler non seulement de diver-

sité religieuse ou ethnique, mais également de diversité socioéconomique et culturelle. C'est en abordant ces différents thèmes que ce numéro se propose de discuter de la question de l'hétérogénéité et de la diversité dans la société japonaise.

Si la diversité ethnique a longtemps été masquée au Japon, les dernières décennies ont été caractérisées par une lutte pour la reconnaissance des minorités autochtones, des minorités discriminées (les Burakumins, par exemple) et pour la reconnaissance des préjudices causés aux peuples d'Asie (les Coréens et les Chinois notamment) durant la période impérialiste. À cette diversité, qui date des mouvements migratoires de l'avant-guerre et de la décolonisation, s'ajoute celle qu'a engendrée le recours aux travailleurs migrants, rendu nécessaire à cause de la pénurie de main-d'œuvre grandissante liée au vieillissement de la population. L'article de Bernard Bernier ouvre ce numéro en retraçant les grandes transformations de l'économie politique, mais plus particulièrement celles de la structure des classes au Japon depuis 1945. Il discute des conséquences de la crise qui perdure depuis les années 1990 et de la globalisation du néolibéralisme économique sur les travailleurs et sur la situation des groupes minoritaires les plus durement touchés, à savoir les Coréens (souvent immigrants de 2^e ou de 3^e génération), les Burakumins (des descendants de groupes considérés comme impurs selon la religion shinto) et les travailleurs migrants d'Asie de l'Est et du Sud-Est. David Antoine Malinas aborde aussi l'accroissement des disparités socioéconomiques existantes entre les différentes franges de la société japonaise et la vulnérabilité de certains groupes sociaux. En examinant l'action collective protestataire, Malinas se penche sur l'augmentation du nombre de sans-abris, un phénomène ayant touché différentes catégories de travailleurs, et sur les luttes menées par les minorités désaffiliées stigmatisées. Il faut dire que le monde des sans-abris est aussi celui des travailleurs journaliers et des *yoseba* (maison-dortoir) qui sont une des portes d'entrée des immigrants illégaux. D'ailleurs, les mouvements de défense des sans-abris ou des travailleurs temporaires sont souvent les organisations qui défendent les droits des travailleurs étrangers.

À la structure d'inégalité socioéconomique s'ajoute, pour nombre de groupes au Japon, une discrimination fondée sur l'origine et l'ethnicité. Mark Watson traite de la lutte menée par le mouvement politique aïnou – minorité autochtone du territoire d'Hokkaidō, au nord du Japon – pour la reconnaissance et l'égalité des membres de cette minorité vivant hors du territoire, en retraçant l'histoire des Aïnous de Tokyo. Il expose que, si les Aïnous ont été reconnus officiellement en 2008 comme peuple autochtone par le gouvernement japonais, cette reconnaissance a eu finalement bien peu d'impact sur leurs conditions socioéconomiques.

Le thème de la diversité ethnique multi et intra nationale est aussi décliné dans les articles de Jackie Steele et de Kiyonobu Date. Date discute la question du vivre-ensemble multiculturel, mais à partir de la question de la diversité religieuse et de la laïcité, peu abordée au Japon. Date montre que le modèle japonais est passé en théorie d'une « laïcité de séparation » à une « laïcité de reconnaissance » selon les termes de Baubérot et Milot, mais que, dans cette société sécularisée où la diversité religieuse croît avec l'immigration, un réel modèle de gestion de la laïcité reste à inventer.

De son côté, Steele envisage la gestion de la diversité ainsi que les discours sur la citoyenneté d'une perspective féministe et en référence au concept de « démocratie multinationale » de James Tully. Elle suggère de dépasser les cadres actuels d'analyse pour penser le cas du Japon en tant que démocratie *multinationale* à partir d'une approche anti-essentialiste de la citoyenneté et la subjectivité politique.

La question de l'articulation des structures d'inégalité (socioéconomique, ethnique et de genre) traverse également le texte de Dubuc et Mirza qui analysent l'évolution des politiques de gestion de la diversité (particulièrement de la main-d'œuvre féminine) en entreprise. Nous l'avons mentionné plus haut, compte tenu de la crise démographique et de la pénurie de main-d'œuvre flexible et bon marché, les discussions concernant les femmes et leur rôle dans la société et dans le monde du travail sont constantes et extrêmement médiatisées. C'est d'autant plus vrai que les femmes sont l'un des moteurs principaux des changements de valeurs et de comportements dans la société japonaise contemporaine en refusant le mariage, en revendiquant des choix de carrière, en résistant aux pressions sociales et en négociant des modèles familiaux alternatifs (voir notamment Mirza 2010). En effet, parce que la croissance économique du Japon d'après-guerre s'est élaborée, en théorie, sur la stricte division sexuelle du travail, les « femmes japonaises » ont longtemps été dépeintes comme un groupe homogène. Si, au cours de la période de croissance, les femmes ont pu bénéficier de meilleures opportunités d'emploi, en période de récession (toujours considérées comme une main-d'œuvre de second ordre), elles ont été particulièrement touchées par la précarisation. Cette précarisation a donné lieu à une multiplication des modèles et des stratégies professionnelles, familiales et identitaires déployés par les femmes. Toutefois, leur vie en entreprise reste difficile. Dubuc et Mirza exposent les similarités entre leur intégration dans le monde du travail et celle des travailleurs étrangers.

Les récentes transformations économiques et sociales ont également eu des effets significatifs sur les jeunes qui ne peuvent plus bénéficier des opportunités que leur assurait la forte croissance. Souvent mis à l'écart des emplois réguliers, certains optent pour des modes de vie alternatifs

qui remettent en question – directement ou indirectement – les modèles normatifs et l’image populaire d’une *culture* japonaise unique. C’est particulièrement le cas de certaines communautés, très médiatisées, tantôt pointées du doigt pour leur différence, tantôt publicisées en tant qu’icônes du Japon contemporain (voir D’Orangeville, ce numéro). Dans son essai, Thomas Lamarre trace un parallèle entre les activités de ces jeunes travailleurs non réguliers, le précaire¹ et les *otaku* (terme généralement employé pour désigner ces jeunes « marginaux » qui restent à la maison et se consacrent aux animes, aux mangas ou aux jeux vidéo). Lamarre montre comment les modes d’existence et d’interaction des *otaku* (au Japon et ailleurs), permis par les nouveaux médias et les nouvelles technologies de la communication brouillent les frontières entre les pratiques de production de l’industrie culturelle et les pratiques de consommation passive de la culture de masse par les fans. Il soutient que si leurs activités ne cadrent pas dans une forme de sous-culture de résistance à l’hégémonie, elles ne reproduisent pas pour autant les idéaux et les modes de conduite néo-libéraux. Alors que Lamarre dévie de la tendance à concevoir les *otaku* en termes d’identité marginale et non normative, Akané D’Orangeville expose que c’est précisément autour de cette identité que s’unissent certaines communautés de jeunes. D’Orangeville discute la manière dont les *lolitas*, les gothiques et les *angura* (underground) revendiquent et affirment leur anormalité (souvent psychiatrique) tout en s’opposant esthétiquement aux normes et aux pressions de la société japonaise.

Les contributions originales de ce numéro explorent non seulement la diversité ethnique, religieuse, culturelle et socioéconomique du Japon contemporain, mais aussi celle qui caractérise certaines catégories de Japonais (les femmes, les jeunes) très souvent dépeints comme indifférenciés. Cette diversité aurait pu être abordée de biens d’autres angles encore, mais nous pensons que la pluralité des perspectives théoriques et des communautés présentées dans ce numéro offrent plusieurs pistes de réflexions sur les enjeux et les possibilités d’une société où l’illusion de l’homogénéité ne tient plus.

Note

1. Un terme qui combine ceux de précarité et de prolétariat pour désigner les personnes dont l’existence est rendue précaire par les transformations du monde du travail dues, notamment, aux excès du néolibéralisme globalisé)

Bibliographie

- Ito, R., 2005. « Crafting Migrant Women's Citizenship in Japan: Taking "Family" as a Vantage Point », *International Journal of Japanese Sociology*, n° 14, p. 52-69.
- Mackie, V., 2002. « Embodiment, Citizenship and Social Policy in Contemporary Japan », in R. Goodman (dir.), *Family and Social Policy in Japan*. Cambridge, Cambridge University Press, p. 200-229.
- Mirza V., 2010. « Crise, travail et mariage chez les jeunes femmes à Tokyo. Morale, liberté et la flexibilisation de la main-d'œuvre », *Anthropologie et sociétés*, vol. 34, p. 65-82.
- Repeta, L. et G. Roberts, 2010. « Immigrants or Temporary Workers? A Visionary Call for a "Japanese-style Immigration Nation" » *The Asia-Pacific Journal*, vol. 48, November. <http://archive.constantcontact.com/fs053/1011273691009/archive/1103992194400.html> [consulté le 1^{er} avril 2014].
- Stevens, C. S. et S. Lee, 2002. « Reproducing Identity: Maternal and Child Healthcare for Foreigners in Japan », in R. Goodman (dir.), *Family and Social Policy in Japan*. Cambridge, Cambridge University Press, p. 92-110.